



HAL
open science

LE DEVELOPPEMENT RURAL AU SUD ET AU NORD : enjeu d'une géographie rurale "indifférenciée"

Monique Poulot

► **To cite this version:**

Monique Poulot. LE DEVELOPPEMENT RURAL AU SUD ET AU NORD : enjeu d'une géographie rurale "indifférenciée". *Enquêtes rurales*, 2012, vol. 14 (N°spécial : " Géographie rurale et interdisciplinarité "), p. 23-43. hal-00851016

HAL Id: hal-00851016

<https://hal.science/hal-00851016>

Submitted on 11 Aug 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE DEVELOPPEMENT RURAL AU SUD ET AU NORD : enjeu d'une géographie rurale « indifférenciée

Monique POULOT *

DANS LE CONTEXTE d'urbanisation accélérée que connaît la planète depuis les années 1960, les problématiques rurales sont souvent minorées ou renvoyées au passé à tel point que le dernier *Dictionnaire de la géographie* n'a pas isolé d'entrée « rurale »¹. La question de cette « géographie rurale en crise »² n'est pas neuve, confrontée à la « fin des paysans »³ dans une campagne devenue « résidu ou monde qui se meurt »⁴, de toute façon « non-ville ou périphérie métaphorique du système urbain »⁵. C'est oublier aujourd'hui comme hier que les campagnes constituent toujours la plus grande partie de l'œkoumène et qu'elles abritent près de 50 % de la population mondiale avec dans les deltas asiatiques des densités proches de nos densités urbaines occidentales⁶. Les crises alimentaires ou les émeutes de la faim des dix dernières années ont ramené ces espaces au premier plan et conduit à interroger les choix et les politiques d'aménagement des territoires, et plus globalement les « partis pris urbains »⁷ qui s'étaient imposés quasiment partout. D'une certaine manière, à l'image des conclusions posées en 1984 par Paul Péliissier et Gilles Sautter, à propos du développement rural en Afrique, c'est toujours

« dans la mouvance de l'intérêt porté au système urbain que le monde rural redevient un objet scientifique digne d'attention [...] d'où une interrogation sur le concept même de développement rural dans la mesure où ce dernier

* Laboratoire GECKO, EA375, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense, courriel : <mpoulotmoreau@u-paris10.fr>.

1. LEVY et LUSSAULT, 2003.

2. SAUTTER, 1986.

3. GERVAIS, SERVOLIN et WEIL, 1965.

4. BONNAMOUR, 1993.

5. PELISSIER et SAUTTER, 1984.

6. SANJUAN, 1997 ; LANDY, 2006.

7. LIPTON, 1977.

débouche, ou risque de le faire, sur l'annihilation du partenaire le plus directement impliqué dans les rapports à la terre. »

Ce retour du développement – et plus spécifiquement du développement rural – comme question de recherche, me paraît particulièrement fécond pour aller vers une géographie rurale plus « indifférenciée » susceptible de réunir des chercheurs des Nord et des Suds. Conçu comme un processus permettant d'accroître les richesses et d'améliorer les conditions de vie des habitants, le développement constitue une entrée ancienne partagée par tous les géographes ruralistes, les espaces ruraux étant considérés comme des espaces dominés à différentes échelles⁸. Toutefois les « actions aménageantes », qui reflètent les attentes des politiques et de la société, ont souvent montré des trajectoires différenciées entre les logiques de « développement agricole » appliquées dans les pays du Sud⁹ et celles de « développement rural » prônées dans les pays du Nord¹⁰ ; c'est notamment le cas en France avec une accumulation de textes et de procédures pour cet « enfant chéri de l'aménagement du territoire » dans une volonté sans cesse affirmée de résorber les zones rurales fragiles¹¹. Si le rôle des encadrements et le poids des politiques¹² en forment le socle commun, les fonctions dévolues aux espaces ruraux ont parcouru un arc complexe, allant de la sécurité alimentaire à la préservation d'espaces de nature en passant par l'accueil résidentiel et de récréation ; l'accumulation des unes et des autres les engageant toujours plus dans un espace-temps à intensité et géométrie variables et appelant des formes d'intervention de plus en plus éclatées. Au delà d'une simple lecture en termes de décalages temporels entre processus au Nord et au Sud, les évolutions récentes témoignent de nouvelles convergences autour d'une vision du développement des campagnes à la fois intégrée et globale. À une entrée exclusivement agricole s'est substituée une entrée rurale qui prend en compte tous les acteurs (aménager pour qui et par qui ?) et introduit la question de la nature ou de « l'ingérence écologique » au vu des dérives d'une agriculture productiviste minière¹³. Bref l'aménagement rural est entré à son tour en « développement

8. Si au Nord, le discours sur la domination du rural renvoie au fameux couple villes-campagnes, au Sud il intègre aussi la dimension Nord-Sud, notamment l'échange inégal.

9. DUFUMIER, 1996.

10. HOUÉE, 1997.

11. WATCHER, 2000.

12. GOUROU, 1984.

13. MATHIEU et JOLLIVET, 1997 ; ROSSI, 2000.

« durable » avec comme nouvel horizon « la gestion concertée des ressources »¹⁴. Quand l'espace rural se fait multifonctionnel et que ses valeurs d'usage oscillent entre mise en agriculture, mise en nature et mise en patrimoine, l'aménagement rural devient multiforme, mobilisant des acteurs nouveaux, inventant de nouvelles figures, voire de nouvelles territorialités, autorisant aussi de nouveaux regards croisés Nord-Sud¹⁵.

Le développement rural au cœur des géographies rurales françaises

Deux traditions géographiques mais un projet commun : l'aménagement ou le développement

La « grande époque de la géographie rurale française »¹⁶ a donné lieu à deux écoles, celle tropicale et celle sur les pays tempérés, écoles qui ont construit leurs propres méthodes et concepts, peinant parfois à se rencontrer¹⁷. De fait, les premiers manuels de géographie rurale épousent cette division, ne consacrant qu'une faible part aux approches générales susceptibles de transcender les analyses de géographie zonale. Il en est ainsi de l'ouvrage de Pierre George, *La campagne, le fait rural à travers le monde* (1956), qui s'attache à une étude minutieuse des

« potentialités des multiples théâtres sur lesquels s'exerce l'action des sociétés humaines [...] si bien que toute généralisation à l'échelle universelle procède d'une abstraction incompatible avec la méthode proprement géographique »

Le *Précis de géographie rurale* du même auteur publié en 1963, s'il privilégie toujours l'étude de « la forme de rapports entre les hommes et le milieu », déplace l'angle d'analyse des seuls systèmes agraires à des aspects économiques plus englobants, reliant les questionnements relatifs aux Suds et aux Nordes autour des problèmes de l'adaptation aux techniques, de la commercialisation et du prix des produits agricoles, et *in fine* à la question de la faim dans

14. GERONIMI et al., 2008.

15. Les Journées de Géographie Tropicale de mars 2011 portaient précisément sur les « territorialités rurales des Sud » dans un contexte où « les territoires ruraux sont investis par des forces et des enjeux dont les déterminants marginalisent la notion même de ruralité et surtout d'une ruralité se définissant par le travail de la terre, même si les situations sont diversifiées et paradoxales.

16. RAISON, 1993.

17. J'ai souvenir des séminaires de DEA animés conjointement par Jacqueline BONNAMOUR et Gilles SAUTTER dans les années 1977-78 : les regards croisés de ces deux connaisseurs des campagnes étaient particulièrement stimulants mais butaient souvent sur des questions de vocabulaire à l'image du fameux terme « terroir ».

le monde. Il faut toutefois attendre les années 1970, et l'ouvrage de Jacqueline Bonnamour, *Géographie rurale, Méthodes et perspectives* (1973), pour envisager la construction d'une « géographie rurale indifférenciée » autorisant des regards croisés sur les espaces ruraux du monde. Après avoir consacré de belles pages à « l'ambiguïté des termes » entre les deux écoles géographiques rurales françaises avec le fameux exemple de « terroir » l'auteure conclut « que le souci du concret l'a emporté sur celui des comparaisons zonales » au risque d'une impossible utilisation rationnelle des travaux géographiques dans le cadre d'une confrontation interdisciplinaire pourtant nécessaire. Et Jean-Pierre Raison (1993) revient à son tour en 1993 sur ces « écoles ruralistes éclatées et isolées » au cœur même de la géographie tropicale, appelant à des mises en dialogue nécessaires pour aller vers une « science rurale » à l'image d'une « science urbaine »¹⁸.

Remarquons néanmoins que les manuels de géographie rurale, à l'usage des étudiants, des trente dernières années respectent encore pour une large part l'entrée zonale, même si les chapitres transversaux s'étoffent, notamment avec l'étude des évolutions liées à la modernisation des agricultures et à la mondialisation¹⁹. La place accordée respectivement aux deux angles d'analyse varient selon les spécialités des auteurs ; surtout, les chapitres strictement zonaux sont moins importants que par le passé, devenant plutôt régionaux, privilégiant notamment l'exemplarité d'une situation ou d'un contexte local. Les deux dernières synthèses publiées à la fin de la première décennie du XXI^e siècle en portent témoignage. Ainsi la *Géographie agricole et rurale* (2008) de Jean-Louis Chaléard et Jean-Paul Charvet – écrite à deux mains – l'une tropicale et l'autre tempérée s'attache aux tendances à l'œuvre dans toutes les campagnes du monde, les exemples précisément situés étant renvoyés dans la seconde partie de l'ouvrage et conçus comme des travaux dirigés comme le veut la philosophie de la collection. Il en est de même des *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde* (2011), dirigé par un connaisseur des Suds, Martine Guibert, et un des Nord, Yves Jean : la première partie décline les enjeux épistémologiques et théoriques

18. Jean-Pierre RAISON n'utilise dans son texte que le terme de « science urbaine » pour souligner précisément l'éclatement du monde des ruralistes et leur isolement par rapport aux autres disciplines.

19. La bibliographie propose une liste de ces grands manuels qui continuent d'être largement utilisés dans les universités françaises et dont la parution est souvent couplée avec les questions mises au programme des concours d'enseignement, notamment ceux de la fin des années 90.

d'une géographie rurale renouvelée quand la seconde traite d'études régionales plus que zonales (Chine, Inde, Russie et Ukraine, Chili, etc.). En comparaison toutefois, les manuels de géographie urbaine ont pour la plupart adopté depuis plusieurs décennies des approches thématiques a-zonales jouant sur des exemples pris au nord comme au sud autour d'objets qualifiant la fabrique de la ville et de l'urbain.

Mais au-delà de cette prégnance des approches zonales en géographie rurale, héritage des deux écoles qui ont marqué la discipline, les objectifs proclamés de l'une et de l'autre sont clairement une réflexion sur les « grands enjeux de société [...] dans une perspective de développement durable et équilibré²⁰ » : dans tous les cas, la question du développement, de l'intégration des espaces ruraux dans l'espace-monde s'impose comme une entrée majeure²¹. Paul Pélissier le formulait excellemment dans les années 1960, qualifiant son travail de

« géographie volontaire [...] dont l'instrument pourrait être une politique d'aménagement régional, ce tremplin éminemment géographique du développement²² » ;

et le titre choisi par Jean-Pierre Raison (2007) pour résumer son parcours – « Du développement comme acte de foi à la pratique comme catalyseur de la recherche » – est tout aussi explicite.

Les approches du développement rural depuis les années 1950 : discours et méthodes

Un document publié par la FAO en 2004 résume de façon commode les grandes scissions dans les approches du développement dans les campagnes. Il retient ainsi

« les années 60 comme celles de la modernisation, les années 70 comme celles de l'intervention de l'État, les années 80 comme celles de la libéralisation des marchés et les années 1990 comme celles de la participation et de l'empowerment. »

Centré sur les pays du Sud, il paraît transposable aux pays du Nord nonobstant certaines nuances et décalages, les repères temporels n'étant de toute façon qu'indicatifs avec des va et vient complexes entre idées et mises en pratiques (tableau 1).

Tableau 1.
Évolution des théories sur le développement rural

20. RENARD, 2004.

21. DIRY, 2000 ; CHAPUIS et MILLE, 2001.

22. Je renvoie à l'article de Jean-Pierre RAISON déjà cité (1973) qui étudie finement les relations entre géographie rurale des pays tropicaux et développement.

Source : Tableau FAO, adapté de ELLIS et BIGGS pour les deux premières colonnes ; certains items ont été supprimés. Ajouts personnels pour la dernière colonne, avec éléments tirés de Houée (1996), CROIX (1998), LE CARO et alii (2007).

	Idées, Thèmes, Paradigmes, Approches et Objectifs du Développement rural	
	Pays du Sud	Pays du Nord (exemples en France)
Années 1950	Modernisation, modèle d'économie duale, développement en communauté	Modernisation agricole. Fin de la reconstruction en Europe. Mise en place de sociétés d'aménagement d'économie mixte (ex : Société du canal de Provence) Recherche sur les systèmes d'exploitation agricole
Années 1960	Approche de transferts de technologie, mécanisation, vulgarisation agricole. Rôle de l'agriculture dans la croissance, révolution verte. Recherche sur les systèmes d'exploitation agricole.	Révolution agricole. Forte intervention des États dans le domaine agricole. En France, lois d'orientation agricole en 1960 et 1962, véritable charte de l'agriculture modernisée. 1967 : Politique Agricole Commune en Europe. 1 ^{ères} lois sur les Parcs Naturels Nationaux et Régionaux en France. Recherche sur les systèmes d'exploitation agricole.
Années 1970	Redistribution de la croissance, développement rural intégré, développement de liens ruraux. Politiques d'État dans le domaine agricole, révolution verte. Politique de la ville favorable. Recherche accrue sur les systèmes d'exploitation agricole.	Développement rural : cf. politique dite de rénovation rurale en France à partir de 1967. Multiples procédures : plan d'aménagement rural (1965 mais surtout 1970), contrat de pays (1975). Nombreuses créations de PNR.
Années 1980	Développement rural comme processus et non comme produit. Femmes en développement (WID), lutte contre la pauvreté, gestion de terroirs. Ajustement structurel, libéralisation des marchés, retrait de l'État, rôle des ONG.	Décentralisation et politiques régionales ou départementales de développement rural. Aides aux zones rurales fragiles. Promotion d'un développement endogène : poursuite de l'expérience des contrats de pays et mise en place des chartes intercommunales (1983). Procédure PNR.
Années 1990	Développement rural centré autour des acteurs locaux et les parties prenantes. Micro-crédit. Évaluation rurale participative (PRA). Environnement et développement durable. Réduction de la pauvreté, développement rural et territorial, responsabilisation de la population rurale pauvre.	Environnement et développement rural. Logiques participatives et territoires de projet. Développement local. Multifonctionnalité des espaces ruraux. Interrogation sur la gouvernance et les découpages des territoires ruraux. Procédure PNR.
Années 2000	Approches relatives aux moyens d'existence durable. Principes de bonne gouvernance, décentralisation, critique de la participation, protection sociale et élimination de la pauvreté. Approches en termes de multifonctionnalité.	Promotion du développement rural (2 ^e pilier de la PAC) dans le cadre du développement durable. Loi rurale de 2005 : la multifonctionnalité devient un principe d'aménagement. Réflexions sur les bassins de vie. Pôle d'excellence rurale. PNR et programmes agri-urbains.

Ce tableau vient en écho aux deux bilans dressés en 1993 par Jean-Pierre Raison pour la géographie tropicale et en 1996 par Jacqueline Bonnamour pour le cas français. Ainsi le premier appelle de ses vœux,

« quand les terroirs se brisent purement et simplement ou se défont par disparition des usages communautaires quand ce n'est pas par dégradation des

conditions écologiques », « la prise en compte d'éléments, et donc d'échelles de plus en plus variées, de systèmes élargis à des dimensions souvent nationales, voire internationales [...] puisque de plus en plus solidaires dans le cadre d'une économie-monde. »²³

Et la seconde retient

« d'une diversité rurale toujours plus grande » que « l'articulation du global et du local demeure la pierre de touche de l'Aménagement rural [...] lequel doit concilier un jeu de regards croisés entre disciplines, entre spécialistes et non spécialistes, entre acteurs à toutes les échelles. »²⁴

Dans ce nouveau contexte de la recherche, des objets communs aux Nord et aux Sud se dessinent autour de formes nouvelles d'aménagement intégrant échelles spatiales et temporelles tout en conciliant développement et environnement, d'autant qu'à la même période le développement durable s'impose comme paradigme scientifique²⁵.

On peut ainsi retenir les biens communs ou le patrimoine de l'humanité, la ruralité et ses territoires, la participation des acteurs, mais aussi le développement local. Plus encore, toute réflexion sur le développement aujourd'hui conduit à une nouvelle articulation des catégories spatiales du rural et de l'urbain et suggère une réflexion en termes de territoires ou milieux durables²⁶ : ce qui est en jeu c'est bel et bien la construction d'un nouveau modèle de développement, voire un nouveau mode d'existence, et de nouveaux territoires de référence, entre urbain et rural

Vers une convergence des recherches rurales aux Nord et aux Sud

*De l'agricole au rural : l'entrée en développement local des « ruralités »*²⁷

La première tendance sur ce demi-siècle passé est un déplacement des théories et des pratiques de l'aménagement de l'agricole vers le rural. Le développement des campagnes a d'abord été conçu comme celui de l'activité agricole, mode premier et principal de l'occupation de l'espace rural : l'objectif est avant tout de « fabriquer de la terre arable²⁸ », d'accroître la production via la Révolution agricole (vocabulaire du nord) ou la Révolution verte (vocabulaire du sud) pour répondre aux besoins alimentaires d'une population en forte

23. RAISON, p. 157.

24. BONNAMOUR et VELARD, p. 24.

25. GODARD, 2001.

26. SIEVERTS, 2004.

27. RAKOTO RAMIARANTSOA et *alii*, 2008.

28. BRUNHES, 1922.

croissance et les travaux des géographes ont abondamment servi en la matière, parfois « malgré eux »²⁹. Toutefois, depuis les années 1960 pour les pays du Nord, dans le courant de la décennie 1980 pour les pays du Sud, nombre de recherches interrogent la complexité des sociétés rurales de moins en moins agricoles³⁰,

« la place des espaces ruraux et des sociétés rurales dans un monde de plus en plus urbanisé, voire la redéfinition des campagnes dans un contexte de relations intenses »³¹.

Au nord comme au sud, « l'agricole ne fait plus le rural³² » et le développement doit s'envisager selon des échelles et des actions à portée plus globale. La conversion des grandes institutions à l'idée de multifonctionnalité tant de l'agriculture que des espaces qui la portent témoigne de cette mutation des manières de concevoir l'aménagement de l'espace rural (OMC, 1998).

Le tournant est particulièrement marqué dans les campagnes des pays du Nord où les agriculteurs sont désormais minoritaires partout. D'une part, l'agriculture a quasiment déserté certaines régions qui, faute d'avoir pu s'adapter au productivisme agricole, sont à la recherche d'une reconversion ; de l'autre, elle entre en concurrence avec l'étalement urbain et les loisirs et doit alors servir d'écrin³³. Le mouvement est moins avancé dans les pays du Sud avec de forts contrastes. Néanmoins, le développement rural est devenu le maître mot à la fin de la décennie 1970, notamment dans les campagnes asiatiques surpeuplées afin d'éviter un exode rural de moins en moins contrôlable. Ainsi, en Chine maritime de l'Est, l'industrie rurale est fortement encouragée au point d'offrir l'essentiel des emplois créés depuis les réformes entreprises par Deng Xiaoping à partir de 1978. Initiatives privées ou étatiques se mêlent avec à la clef une diversification des activités et des revenus ruraux en hausse dans ces espaces ruraux urbanisés dits desakota³⁴.

Ces approches multi-dimensionnelles sur les campagnes du monde offrent nombre de passerelles entre géographies rurales autour d'objets

29. CHALEARD, 2007.

30. KAYSER, 1990. Le recensement de 1975 en France marque un renversement des tendances démographiques séculaires : après le temps long de l'exode rural et de l'agricolisation des campagnes débute une nouvelle phase de « repeuplement » des campagnes par des nouvelles catégories socio-professionnelles qui peu à peu deviennent majoritaires.

31. GASTELLU et MARCHAL, 1999.

32. PERRIER-CORNET, 2002.

33. BERGER, 2004.

34. MCGEE, 1992 ; FANCHETTE, 2008.

communs – certains revisités d’ailleurs. L’élargissement en cours des appellations d’origine entraîne ainsi des réflexions sur les processus de labellisation et plus généralement sur les opportunités de diversification des exploitations agricoles ou encore les associations de cultures et d’activités porteuses de développement. La pluriactivité, concept ancien, est repris au nord comme au sud : pluriactivité dans l’exploitation vue comme un système organisé autour d’ateliers de production ou de services fonctionnant en synergie ; pluriactivité liée aux processus d’intégration des agriculteurs au sein de filières par produits (engagement dans l’amont et/ou dans l’aval) ; pluriactivité dans le ménage avec la volonté de prendre en compte la totalité des revenus... Plus encore la notion de « transition agricole » soit le

« passage progressif d’une agriculture de la période industrielle aux formes plurielles d’une agriculture multifonctionnelle mises en place pour fournir des réponses appropriées aux aspirations de la société ³⁵»

tend à devenir le cadre commun à toutes les recherches sur les agricultures dans le monde. C’est l’occasion d’ouvrir largement les recherches rurales sur les autres activités susceptibles de se développer en milieu rural, depuis la petite industrie jusqu’aux diverses formes de tourisme ³⁶. Surtout, les mobilités et circulations diverses s’imposent désormais comme une entrée commune majeure ; les campagnes du monde sont le lieu de mouvements complexes d’allers et retours qui brisent avec l’exode rural traditionnel, de flux multiples ³⁷ qui appellent une nécessaire interrogation sur les catégories même de rural et d’urbain ³⁸. Le rural est toujours plus appréhendé comme « une construction sociale » ³⁹, et l’attention se porte vers les « ruralités » ou les manières d’être et de vivre en rural qui conjuguent « la perception d’une différence en tant que patrimoine humain et écologique de grande valeur, [...] un rapport à la localité et [...] un certain esprit communautaire » ⁴⁰. Cette mise au jour de ruralités multiples et multiformes – fruit des travaux tant des géographes que des sociologues – marque la prise en compte des spécificités locales et signe la fin d’un aménagement quasi standard et reproductible partout (la révolution agricole) ; elle

35. DELFOSSE et VAUDOIS, 2000.

36. GUETAT-BERNARD, 1994 ; LOMPECH, 2003.

37. CORTES, 2000 ; CHEVALIER, 2002.

38. CHALEARD et DUBRESSON, 1999 ; POULOT, 2008.

39. JOLLIVET, 1997.

40. JEAN, 1998.

conduit aussi à un éclatement des actions aménageantes en fonction du lieu ; elle participe de l'avènement du développement local selon un processus endogène avec mobilisation des ressources, des énergies et des acteurs⁴¹. Dans cette logique, les savoirs locaux sont réhabilités tant dans une vision culturelle (un patrimoine à sauvegarder) que dans une vision économique (une ressource territoriale de développement local), voire environnementale.

*Le développement rural aux prises avec l'environnement :
pour un développement rural intégré*

En effet, en devenant rural, le développement a également pris une forte inflexion environnementale. Le refus du tout agricole dans les campagnes s'articule avec la dénonciation des dérives tant de la Révolution agricole que de la Révolution verte, en termes paysagers et de pollution. Les diagnostics environnementaux sont désormais un préalable à tout aménagement et si l'agriculture reste un axe essentiel de développement, elle doit se faire « doublement verte » et respectueuse de l'environnement⁴². On assiste ainsi à un déplacement des théories de l'aménagement vers l'environnement⁴³ à tel point que l'idée de « gestion écologique » des ressources, d'abord portée par les grandes ONG (*World Wildlife Foundation* ou l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature notamment), puis par un fort courant scientifique, s'impose peu à peu⁴⁴. Après le temps des remembrements et de la débocagisation durant les Trente Glorieuses, le bocage des campagnes atlantiques est désormais interrogé dans ses fonctions environnementales (protéger les sols, retenir l'eau, maintenir la biodiversité végétale et animale) et esthétiques⁴⁵. Certaines pratiques agro-pastorales qui offrent des possibilités d'articulation des espaces et des temporalités⁴⁶ redeviennent des objets d'étude : ainsi que l'écrit Marion Charbonneau, pour la puna péruvienne,

« la filière lainière s'affirme comme un élément articulatoire. Avant l'ère lainière, les pasteurs constituaient les médiateurs de la verticalité andine. Au XIX siècle, le commerce de l'alpaga apparaît et réinvente les relations ancestrales précapitalistes reliant les différents étages écologiques⁴⁷. »

41. PECQUEUR, 1989.

42. GRIFFON, 2010.

43. CHALEARD, 2007.

44. BERTRAND, 1975.

45. CROIX, 1998.

46. EYCHENNE, 2006.

47. 2008, p. 188.

C'est au final toute la question de la territorialisation de l'agriculture qui est posée, une agriculture qui spécialise mais construit en même temps identitairement un territoire⁴⁸ ; et en termes de procédures d'aménagement celle de la labellisation des territoires, via des produits agricoles qui affichent leur appartenance à un territoire avec des techniques de production moins agressives avec le milieu. Cet horizon d'un développement rural intégré qui associerait intérêts agricoles, paysagers, écologiques et touristiques, qui serait remédiation environnementale, sociale et économique marque ainsi nombre d'initiatives de développement à toutes les échelles et suscite nombre de recherches convergentes tant aux Nords qu'aux Suds.

En France, les « labels de paysages de reconquête » décernés par le Ministère de l'Environnement (des houblonnières des monts de Flandre aux territoires d'estives des fromages de Laguiole ou du Beaufort) ou les terroirs reconnus et développés par l'Institut national d'origine et de la qualité qui témoignent de cette quête d'un aménagement intégré ont donné lieu à de nombreuses études⁴⁹ tant ethnologiques⁵⁰ que géographiques⁵¹. Le mouvement de labellisation qui gagne les pays du Sud autorise aussi des comparaisons fécondes : ainsi une réflexion sur le label « *environmental friendly* » qui garantit la qualité du produit, la qualité environnementale et la qualité de vie des ouvriers agricoles décerné par l'organisme de certification *Rainforest Alliance* pour les grandes plantations de théiers des Nilgiri en Inde a été menée conjointement par des chercheurs des Nords et des Suds⁵².

Mais c'est surtout sur la mondialisation des procédures de mise en protection ou mise en parcs des territoires selon une nomenclature sous l'égide de l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN)⁵³ que se concentrent les recherches⁵⁴. En effet, l'impératif écologique est devenu le discours dominant pour ces

48. RIEUTORT, 2009.

49. Dans certains cas, il s'est agi de renouer avec des études plus anciennes, ainsi toutes celles sur le terroir.

50. RAUTEMBERG et *alii*, 2000 ; CHIVA et DUBOST, 2001.

51. GRAVARI-BARBAS et GUICHARD-ANGUIS, 2003 ; LE CARO et *alii*, 2006 ; DURBIANO et MOUSTIER, 2007.

52. HINNEWINKEL, GUILLERME et *alii*, 2009.

53. DESPRAZ, 2008 ; HERITIER, LASLAZ et *alii*, 2008.

54. Le laboratoire GECKO a déposé et obtenu en 2011 une ANR, « Les parcs nationaux dans les métropoles des pays émergents », qui associe précisément chercheurs des nords et des suds et qui souhaite interroger la transmission des modèles et les formes agri-urbaines ou naturalo-urbaines.

« zones terrestres [...] dont le paysage possède des qualités esthétiques, écologiques ou culturelles particulières, résultant de l'interaction ancienne de l'homme et de la nature ⁵⁵ »

sommées désormais d'accueillir et d'inventer des actions de remédiation écologique. Avec l'émergence de la notion de conservation et de bien public mondial à protéger (Congrès UICN de Durban, 2005 ; Conférence internationale sur la biodiversité à Paris, 2005), tous les pays du Sud sont engagés dans cette mise en parc pour partie du fait de l'ingérence écologique des pays du Nord mais aussi pour acquérir une reconnaissance sur la scène internationale. Le modèle dominant y est la catégorie II de l'UICN, soit le Parc national, qui exclut théoriquement toute occupation ou activité contraire aux objectifs de conservation, de recherche et de développement touristique. Ce choix n'est pas sans relancer les débats entre protection et développement ⁵⁶. En effet, ces parcs interviennent certes dans des contextes de forte dégradation des ressources – sols et forêts notamment – mais aussi de fortes tensions sur le foncier au vu de la faim de terre qui reste prégnante dans la plupart des campagnes tropicales. Dominés par les tendances « préservationnistes » qui considèrent le facteur humain comme une menace pour la biodiversité, ils conduisent à une multiplication des conflits dans ces espaces agropastoraux où les populations locales se sentent évincées des décisions de gestion ⁵⁷. La question environnementale ou de la gestion des ressources naturelles/renouvelables, devenue incontournable dans la plupart des réflexions sur l'aménagement rural, constitue sans nul doute aujourd'hui une des convergences les plus fortes entre les écoles ruralistes : elle conduit aussi à ramener la géographie rurale au cœur de la tension nature-culture qui est un de ses paradigmes fondateurs

Du Développement rural intégré au développement durable : repenser les articulations entre acteurs, territoires et temporalités

Déjà perceptibles depuis plusieurs décennies ces évolutions ont trouvé dans la notion de Développement durable un cadre théorique susceptible d'articuler les différents courants à l'œuvre dans le monde de l'aménagement et dans la recherche rurale. Formalisée

55. Définition de la catégorie des « paysages terrestres ou marins protégés » qui regroupe l'essentiel des parcs naturels européens, ainsi les parcs naturels régionaux français.

56. RODARY et *alii*, 2004.

57. BOISSIERE, DOUMENGE, 2008.

officiellement par le Rapport Bruntland en 1980, elle reprend d'une certaine manière

« l'outil heuristique proposé dès 1977 par Isaac Sachs, aux praticiens du développement rural, l'écodéveloppement, pour discuter les possibilités de concilier développement et environnement à l'échelle d'espaces géographiques comme la forêt amazonienne, les mangroves, les agricultures des pays africains et du Sud...⁵⁸. »

La notion autorise la mise en relation des préoccupations économiques, sociales et écologiques et appelle la prise en compte des échelles spatiales (de la parcelle à la planète) et temporelles (de la saison agricole aux générations futures) dans les démarches de développement local et territorial. L'intérêt du développement durable est ainsi de permettre de construire des figures d'aménagement qui intègrent les dimensions naturalistes mais aussi les dimensions sociales (représentations/pratiques, conflits/pouvoirs, appropriation/exclusion) d'un site pour favoriser une meilleure appropriation par les acteurs, bref une territorialisation plus efficace. Le développement durable apparaît en ce sens un développement local endogène, centré sur la notion de multifonctionnalité, toujours plus soucieux des parties prenantes *in situ* mais attentif aussi à replacer le local dans le global, comme si chaque site était un « bien commun » pour l'humanité toute entière.

La notion permet de conforter la volonté affirmée depuis près de trente ans – mais souvent reportée – d'une participation active des populations locales, et plus encore des communautés dans les régions rurales tropicales⁵⁹. Les stratégies paysannes et les savoirs locaux, réévalués à l'aune de cette nouvelle grille de lecture sont plus intégrés nettement dans les projets de développement : dans la recherche d'une exploitation mesurée des ressources, il s'agit de conserver un patrimoine mais aussi de fonder un développement économique s'inspirant de ces manières de faire. C'est toute la réflexion menée sur l'agroforesterie et l'utilisation de la biodiversité dans les forêts tropicales⁶⁰. C'est plus globalement la réhabilitation de formes plus extensives d'agriculture ou d'élevage comme dans le parc naturel du Livradois-Forez, qui soutient tant les pratiques d'estives que les techniques redécouvertes de fabrication des toits en chaume⁶¹. Cette nouvelle foi en la participation comme gage de réussite d'une

58. MATHIEU, 2006.

59. GUMUCHIAN et *alii*, 2003.

60. BARRUE-PASTOR, 2004.

61. RAUTEMBERG et *al*, 2000.

opération d'aménagement renvoie enfin aux questions de gouvernance ou d'articulations entre échelles de pouvoirs : elle tend à affirmer le bien-fondé des démarches endogènes ou *top-down* inaugurées depuis deux à trois décennies, en lien aussi avec la décentralisation dans un contexte de diminution des budgets étatiques dans la mondialisation ⁶².

Au-delà de cette mise en cohérence de pratiques et formules explorées ici et là depuis le tournant des années 1980, l'adoption du développement durable en aménagement rural conduit à repenser les catégories spatiales de rural et d'urbain. En effet, la durabilité signifie la mise en interrelation de tous les espaces et certains chercheurs ont proposé la notion de

« territoire agri-urbain dans lequel l'agriculture locale devient actrice du développement durable et de la gouvernance urbaine dans un projet commun de territoire ⁶³. »

La tendance est forte dans les pays du Nord où les métropoles éclatées englobent désormais de vastes zones agricoles d'où l'obligation d'un aménagement urbain et rural partagé : les schémas de cohérence territoriale institués en 2000 en France en sont une expression. Mais le mouvement gagne dans les pays du Sud où les évolutions

« mettent à mal la coupure ville-campagne, soulignant la persistance du rural dans la ville (sous la forme de la pratique agricole mais aussi dans les constructions sociales), la pénétration des influences urbaines dans le monde rural sous des modalités extrêmement différenciées. [...] La ville peut même être à la limite créatrice de campagnes ⁶⁴. »

Les figures de l'aménagement se font ainsi toujours plus globales et intégrées, conduisant à des formes couplées, insérant des données urbaines et rurales.

Reste qu'au-delà des proclamations nombreuses et vertueuses sur l'avènement d'un nécessaire développement durable, les pratiques d'aménagement rural peinent à se conformer aux principes définis, mettant plutôt un, voire deux piliers du développement durable en avant mais rarement les trois ensembles. Le primat de l'économique l'emporte le plus souvent, voire l'environnemental au détriment du social avec des jeux politiques à toutes les échelles : entre le Nord et le Sud, à l'intérieur de ces deux ensembles et ce jusqu'au niveau local. Les parcs nationaux en témoignent exemplairement dans les pays du

62. LAZAREF et ARAB, 2002.

63. FLEURY et VIDAL, 2007 ; POULOT, 2011.

64. RAISON, 1993.

Sud avec des instrumentalisation multiples qui éloignent toute possibilité d'avènement d'une justice spatiale : lieux de tourisme pour les occidentaux, lieux d'affichage pour les gouvernements, lieux d'exclusion bien souvent pour les communautés⁶⁵.

*

* *

D'une certaine manière, les trente dernières années ont donné raison à Gilles Sautter et Paul Pélissier qui écrivaient en 1984 :

« Réfléchir en géographe sur le développement rural, c'est faire l'analyse de situations localisées : espaces socialement fonctionnels ou entités sociales dotées d'une assise spatiale (terroirs, ethnies ou fractions d'ethnies, régions...) en restituant les cohérences qu'implique la proximité des hommes et des faits, c'est-à-dire en connaissant l'histoire de ces groupes et la manière dont ils traitent l'espace et en réfléchissant aussi aux nouvelles proximités mises en place. C'est privilégier le regard des acteurs les plus impliqués, voir le développement et les initiatives extérieures avec les yeux du groupe. C'est enfin resituer le tout dans une démarche multiscalaire soit considérer chaque élément, chaque variable, chaque facteur, chaque conséquence au niveau spatial et dans l'espace qui est le sien et chaque fois en combinaison, en interférence, voire en opposition avec les autres données propres à ce niveau. »

Ce programme reste d'actualité et pose clairement l'importance de la notion pour la géographie rurale ; peut-être plus encore aujourd'hui quand l'ère des certitudes est définitivement éteinte et que l'idée même de développement est sans cesse à déconstruire. Ainsi, la notion a accompagné voire provoqué, les mues de la géographie rurale, de l'agricole vers le rural, du rural vers l'environnement pour aller vers des approches territoriales et situées des développements⁶⁶. De surcroît, elle a permis l'entrée en recherche de nouveaux acteurs : loin des seules institutions étatiques ou officielles, elle porte sur le devant de la scène « les oubliés des territoires », habitants, consommateurs, agriculteurs, touristes tout en reconnaissant les nouvelles démarches « autocentrées », « intégrées » fondées sur la mobilisation des ressources et des énergies locales. Autour du « développement durable » émergent une « géographie indifférenciée » transcendant les écoles ruralistes et plus encore une

65. *Justice Spatiale, Spatial Justice*, 2010.

66. À l'image du pluriel désormais accolé à « espace rural », le pluriel apparaît tout aussi nécessaire en matière de développement. Loin d'une histoire linéaire accordé aux stades du monde occidental, le développement se conjugue au pluriel prenant en compte les dimensions géopolitiques et culturelles du lieu.

« science rurale » fondée sur une approche complète (multidisciplinaire) des dimensions concrètes et idéelles des espaces ruraux toujours plus intégrés dans des systèmes territoriaux complexes et globaux.

BIBLIOGRAPHIE

ARLAUD, Samuel, et PÉRIGORD, Michel, *Dynamique des agricultures et des campagnes dans le monde*, Paris, Orphrys, 1997, 248 p.

BARRUE-PASTOR, Monique (éd), *Forêts et développement durable au Chili. Indianité, mapuche et mondialisation*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2004, 286 p.

BERGER, Martine, *Les Périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée ?*, CNRS Éditions, Espaces et Milieux, 2004, 317 p.

BERTRAND, Georges, « Pour une histoire écologique de la France rurale », in DUBY Georges (dir.), *Histoire de la France rurale*, t. 1, Paris, Le Seuil, 1975, p. 37-111.

BOISSIERE, Manuel, et DOUMENGE, Charles, « Entre marginalisation et démagogie : quelle place reste-t-il pour les communautés locales dans les aires protégées ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 244, 2008, p. 459-488.

BONNAMOUR, Jacqueline, *Géographie rurale, méthodes et perspectives*, Paris, Masson, collection Géographie applicable, 1973, 168 p. ;

—, *Géographie rurale : position et méthode*, Paris, Masson, 1993, 140 p. ;

—, (éd.), *Agricultures et campagnes dans le monde*, Paris, SEDES, 1996. ;

—, et VELARD, Béatrice, *Quelles recherches aujourd'hui pour les campagnes de demain : aménagement rural et recherche géographique*, ENS Éditions, 1996, 178 p.

BRUNHES, Jean, *La Géographie humaine*, Paris, Alcan, 1925.

CHALEARD, Jean-Louis, « Trente ans... et après ? », in LANDY Frédéric, LEZY Emmanuel, MOREAU Sophie (éds), *Les raisons de la géographie : itinéraires au Sud avec Jean-Pierre Raison*, Paris Karthala, 2007, p. 93-210. ;

—, et CHARVET, Jean-Paul, *Géographie agricole et rurale*, Paris, Belin, 2004, 240 p. ;

—, et DUBRESSON, Alain, (éds), *Villes et campagnes dans les Pays du Sud*, Paris, Karthala, 1999, 258 p.

CHAPUIS, Robert, et MILLE, Patrick, *Systèmes et espaces agricoles dans le monde*, Paris, Armand Colin, 2001, 320 p.

CHARBONNEAU, Marion, « La Commercialisation de l'alpaga dans le sud péruvien : filière territorialisée et intégration », in RAKOTO RAMIARANTSOA Hervé, THIBAUD Bénédicte, PEYRUSAUBES Daniel, (coord.), *Ruralités Nords-Suds : inégalités, conflits, innovations*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 171-188.

CHEVALIER, Pascal, *Dynamiques tertiaires de l'espace rural*, Montpellier, Publications de l'Université de Montpellier III, 2009.

CHIVA, Isaac, et DUBOST, Françoise, « L'Invention du patrimoine rural », in *Vives Campagnes, Autrement*, n° 194, 2000, p. 11-56.

Collectif, *Le Développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, 1984.

CORTES, Geneviève, *Partir pour rester : survie et mutation des sociétés paysannes andines*, Paris, IRD Éditions, 2000, 413 p.

CROIX, Nicole, (coord.), *Agriculture et environnement*, Rennes, Presses Universitaires de Bretagne, 1998.

DELFOSSÉ, Claire, et VAUDOIS, Jean, « Les Dimensions et les enjeux territoriaux de la transition agricole », *Hommes et Terres du Nord*, 4, 2000, p. 189-191.

DEPRAZ, Samuel, *Géographie des espaces naturels protégés : Genèse, principes et enjeux territoriaux*, Paris, Armand Colin, 2008.

DIRY, Jean-Paul, *Les Espaces ruraux*, Paris, Armand Colin, 2000.

DUFUMIER, Marc, *Les Projets de développement agricole. Manuel d'expertise*, Paris, Khartala, 1997 (rééd. 2004).

DURBIANO, Claudine, et MOUSTIER, Philippe, (dir.), *Les Terroirs : caractérisation, développement territorial et gouvernance*, Actes du colloque international sur les terroirs Aix-en-Provence 9-12 mai 2007, Association « Campagnes et terroirs de Provence, Château Arnoux, 2007.

ELLIS, Frank, et BIGGS, Stephen, "Evolving Themes in Rural Development", *Development Policy Review*, Vol. 19 (4), 2001, p. 437-448.

EYCHENNE, Corinne, *Hommes et troupeaux : la question pastorale en Ariège*, Paris, L'Harmattan, 2006, 314 p.

FANCHETTE, Sylvie, « Villages de métier et urbanisation de campagnes très peuplées (delta du Fleuve Rouge) », in RAKOTO RAMIARANTSOA Hervé, THIBAUD Bénédicte, PEYRUSAUBES Daniel, (coord.), *Ruralités Nords-Suds : Inégalités, conflits innovants* », Paris, L'Harmattan, 2008, p. 393-452.

FAO, *Les approches de développement centrées sur les gens mises en oeuvre à la FAO. Quelques leçons pratiques*, LSP Working Paper, 2004, 74 p., consultable sur <http://www.fao.org/docrep/007/j3137f/j3137f00.htm>.

GRAVARI-BARBAS, Maria, et GUICHARD-ANGUËS, Sylvie, (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, 952 p.

GEORGE, Pierre, *La Campagne, le fait rural à travers le monde*, Paris, PUF, 1956, 399 p.

—, *Précis de géographie rurale*, Paris, PUF, 1963, 360 p.

GERONIMI, Vincent et al., *Savoirs et politiques du développement*, Paris, Karthala-Gemdev, 2008.

GERVAIS, Michel, SERVOLIN, Claude, WEIL, Jean, *Une France sans paysans*, Paris, Le Seuil, 1965, 128 p.

GILLARDOT, Pierre, *Géographie rurale*, Paris, Ellipses, 1998, 208 p.

GODARD, Olivier, « Le Développement durable et la recherche scientifique ou la difficile conciliation de logiques de l'action et de la connaissance », in JOLLIVET Marcel (éd.), *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Amsterdam, New York, Oxford, Paris, Shannon, Tokyo, Elsevier, 2000, p. 61-81.

GOUROU, Pierre, *Riz et civilisation*, Paris, Fayard, 1984, 299 p.

GRIFFON, Michel, *Pour des agricultures écologiquement intensives*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2010.

GUETAT-BERNARD, Hélène, *Emplois ruraux non agricoles. Enjeux d'une diversification et réalité de ce secteur d'emplois. L'exemple du Sud-Karnataka (Inde du Sud)*, thèse, EHESS, 1994.

GUIBERT, Martine, et JEAN, Yves, (dir.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Paris, Armand Colin, 2011.

GUMUCHIAN, Hervé, GRASSET, Éric, LAJARGE, Romain, ROUX, Emmanuel, *Les Acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Anthropos, 2003, 186 p.

GASTELLU, Jean-Marc, et MARCHAL, Jean-Yves, *La Ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX^e siècle*, Paris, ORSTOM, 1999, 768 p.

HERITIER, Stéphane, LASLAZ, Lionel, COLE, Rodney, ECKERT, Denis, (éd.), *Les Parcs nationaux dans le monde : Protection, gestion et développement durable*, Paris, Ellipses, 2008, 312 p.

HINNEWINKEL, Christelle, GUILLERME, Sylvie, QUITTE, Jean-Marc, MENON, Ajit, « Dynamiques agricoles dans les monts Nilgiri (Inde) : entre crise économique et promotion de l'environnement », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 247, 2009, p. 373-394.

HOUÉE, Paul, *Les Politiques de développement rural*, Paris, INRA-Economica, 1996.

JEAN, Bruno, *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité*, Québec, Presses de l'Université de Québec, 1998.

JOLLIVET, Marcel, « La Vocation actuelle de la sociologie rurale », *Ruralia*, 1, 1997, disponible sur <http://ruralia.revues.org/document6.html>.

Justice spatiale, spatial justice, n° spécial : *Justice spatiale et environnement*, n° 1, 2010, disponible sur <http://jssj.org/>.

KAYSER, Bernard, *La Renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, Armand Colin, 1990.

LANDY, Frédéric, *Un Milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*, Paris, Belin, 2006, 270 p.

LAZAREFF, G., et ARAB, M., *Développement local et communautés rurales. Approches et instruments pour une dynamique de concertation*, Paris, Karthala, 2002.

LEBEAU, René, *Les Grands types de structures agraires dans le monde*, Paris, Masson, 1986.

LE CARO, Yvon, MADELINE, Philippe, PIERRE, Geneviève, *Agriculteurs et territoires. Entre productivisme et exigences territoriales*, Rennes, PUR, 2007.

LESOURD, Michel, (coord.), *Crises et mutations des agricultures et des espaces ruraux*, Paris, Éditions du temps, 1997.

LIPTON, Michael, *Why Poor People Stay Poor ? Urban Bias in World Development*, Cambridge, Harvard University Press, 1977.

LOMPECH, Michel, *Décollectivisation et politique de développement rural en Slovaquie*, Thèse de doctorat de l'Université de Montpellier III, 2003.

MCGEE, Terry G., et YAO-LIN, Wang, "La Formation des mégapoles en Asie", *Mappemonde*, n° 4, 1992.

MATHIEU, Nicole, « La Géographie rurale française face à l'utopie du développement durable : quelles réactions, quelles perspectives ? », *Bulletin de l'A.G.E.*, n° 41, 2006, p. 39-67 ;

—, JOLLIVET, Marcel, (éd.), *Du Rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui*, Paris, ARF/L'Harmattan, 1989.

OMC, « Communication de la Communauté européenne concernant le caractère multifonctionnel de l'agriculture », *Document informel AIE/40*, Genève, OMC, 1998, 3 p.

PECQUEUR, Bernard, *Le Développement local*, Paris, Syros Alternatives, 1989.

PELISSIER, Paul, *Les Paysans du Sénégal : Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, St-Yrieix, Fabrègues, diffusion Karthala, 1966.

PERRIER-CORNET, Philippe, (dir.), *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2002.

POULOT, Monique, « Des Arrangements autour de l'agriculture en périurbain : du lotissement agricole au projet de territoire », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne]*, Vol. 11, n° 2, 2011, disponible sur <http://vertigo.revues.org/11188> ;

—., « Les Territoires périurbains : « fin de partie » pour la géographie rurale nouvelles perspectives ? », *Géocarrefour*, 83-4, n° spécial Géographie(s) rurale(s) en question, 2008, p. 269-278.

RAISON, Jean-Pierre, « Trente ans, trois phases de la géographie rurale dans les pays tropicaux », in CHOQUET Catherine (éd), *État des savoirs sur le développement*, Paris, Karthala, 1993, p. 135-159 ;

—., « Du Développement comme acte de foi à la pratique comme catalyseur de la recherche », *Revue Tiers-Monde*, n° 191, 2007, p. 497-515.

RAKOTO RAMIARANTSOA, Hervé, THIBAUD, Bénédicte, PEYRUSAUBES, Daniel, (coord.), *Ruralités Nord-Suds : inégalités, conflits, innovations*, l'Harmattan, 2008.

RAUTEMBERG, Michel, MICOUD, André, BERARD, Laurence, MARCHENAY, Philippe, (dir), *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoines et nouveaux usages sociaux*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2000.

RENARD, Jean, *Les Mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, Paris, Armand Colin, 2002.

RIEUTORT, Laurent, « Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture », *L'information géographique*, n° 73, 2009, p. 30-48.

RODARY, Estienne, CASTALLANET, C., ROSSI, Georges, (éd.), *Conservation de la nature et développement : l'intégration impossible ?*, Paris, Karthala, 2004.

ROSSI, Georges, *L'Ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud*, Paris, Éditions du CNRS, 2000.

SACHS, Isaac, *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Éditions ouvrières, 1980.

SANJUAN, Thierry, *À l'ombre de Hong-Kong. Le delta de la Rivière des Perles*, Paris, L'Harmattan, Collection « Géographies et cultures », 1997.

SAUTTER, Gilles, « La Géographie rurale en crise », *Études rurales*, juillet-août, 1986.

SIEVERTS, Thomas, *Entre-ville, une lecture de la Zwischenstadt*, Éditions Parenthèses, 2004.

WATCHER, A., (coll.), *Repenser le territoire. Un dictionnaire critique*, DATAR-Éditions de l'Aube, 2000.